



**UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS FORCE OUVRIÈRE
D'INDRE ET LOIRE**

La Camusière-18, rue de l'Oiselet, 37550 Saint-Avertin

Tel : 02.47.38.54.43 - Fax : 02.47.37.91.00

udfo37@force-ouvriere.fr

<http://37.force-ouvriere.org>

DISCOURS DU JEUDI 12 MAI 2016 PLACE DE LA PREFECTURE

Chers camarades,

devant la Préfecture en ce jour, l'UD FO 37 s'adresse au gouvernement.

En effet, depuis deux mois, le projet de loi VALLS - GATTAZ - BERGER n'en finit pas d'entraîner des réactions du Premier Ministre et du gouvernement ... toujours contre les autres.

Contre les députés « contestataires » qui seraient dans l'obstruction et l'affrontement.
Contre les étudiants et les lycéens, qui ne savent pas reconnaître tout ce que le bon Premier Ministre leur a accordé et qui continuent dans la rue à exiger le retrait du projet de loi.
Contre bien évidemment, les organisations syndicales accusées de radicalisation et qui seraient responsables des violences en marge des manifestations.

C'est tout juste s'il ne reproche pas aujourd'hui à Blum d'avoir trop lâché pendant le front populaire et à Jaurès d'avoir représenté la classe ouvrière et de s'être mobilisé avec elle. Notamment contre la guerre.

Décidemment, il ne reste plus rien à ce gouvernement déconsidéré que les 74% de Français qui ne sont pas d'accord avec le projet de loi travail et qui sont des fauteurs de trouble qu'il faut envoyer aux galères.

C'est vrai qu'il peut se permettre le Premier Ministre, lui qui a été si clair lorsque ce projet de loi a été annoncé, lui qui a tout fait pour que de réelles négociations s'engagent, lui qui a donné tous les gages au patronat dans le cadre de ces déclarations aux universités d'été du MEDEF, lui qui n'a jamais admis que des organisations syndicales puissent ne pas être d'accord avec son projet, lui qui a donné le sentiment que les rapports d'experts comme celui de M. BADINTER et quelques autres ne pouvaient souffrir de la moindre réserve parce qu'ils étaient des rapports « d'experts ».

On a quand même quelques inquiétudes au sein de la CLASSE OUVRIERE, on se dit que si nous continuons à désobéir et à exiger le retrait du projet de loi, au lieu d'envoyer les sous-marins nucléaires en Australie, il peut nous les envoyer face à nos manifestations.

Une chose est sûre, la démocratie est pour le mouvement syndical trop importante pour que nous ne continuions pas notre combat contre un recul historique de 150 ans, nous qui sommes les héritiers de la commune de 1871 des conquêtes sociales portées par Jaurès, par le front populaire, par toutes les négociations conduites et qui ont donné à la France un véritable « modèle social » permettant l'égalité de traitement et le progrès social.

Ainsi, une nouvelle fois, ce gouvernement, comme pour la loi Macron, s'assoit sur la démocratie, sur 75% des Français en désaccord avec ce projet de loi, sur les centaines de milliers de manifestants qui s'opposent depuis début mars à ces nouveaux cadeaux faits au patronat.

« Droit dans ses bottes », le Premier Ministre dégainé le 49-3. Il est vrai que celui dont il était si proche, également Premier Ministre, Michel Rocard l'avait quant à lui utilisé 28 fois en 3 ans lorsque le Président de la République s'appelait François Mitterrand.

C'est vrai également que ce la ne passe pas car la classe ouvrière a un regard très lucide sur ce qui « dicte la loi », aujourd'hui comme hier d'ailleurs. En 2005, le peuple se prononçait contre le traité européen et malgré cela le gouvernement signait le texte. Un déni de démocratie concrétisé par la suite avec une pluie de contre réformes sur les retraites, sur le pacte de responsabilité, sur l'ANI, sur la loi Macron, la loi NOTRe, Rebsamen etc...

En fait, la réalité est bien celle qui nous permet de constater que toute cette stratégie, toutes ces attaques sont voulues et commanditées par la commission européenne, la BCE et le FMI. Les gouvernements aux ordres ont relayé et même amplifié ces contres réformes donnant satisfaction aux multinationales qui à chaque fois ont engrangé les bénéfices.

Alors pour toutes ces raisons à FO nous disons Ça Suffit !!

Les Confédérations ont décidé de deux nouveaux appels à la grève et manifestation pour les 17 et 19 mai 2016.

Le 16 mai, les routiers appellent à un mouvement reconductible. Le 18 mai, les cheminots et EDF en font autant. Le communiqué commun des organisations départementales du 10 mai appelle à tenir les assemblées générales pour débattre des modalités d'actions, de grève et de sa reconduction.

Ces journées doivent montrer la volonté de nos organisations de faire une grande action avec grèves et manifestations de toute l'interprofessionnelle, de poser clairement les revendications aussi bien contre le projet de loi Travail que contre les conditions de travail, contre la casse des conventions collectives et des statuts. Tout est lié, le combat est le même pour le retrait de la loi Valls-Gattaz- Berger.

Dans le même temps où les assemblées générales doivent se développer et où elles pourront décider de la reconduction des grèves, il est temps également que nous nous préparions à une grande manifestation nationale à Paris.

Oui Monsieur Valls Votre projet de loi est mauvais, on n'en veut pas, retirez-le ! C'est vous qui portez la responsabilité des grèves, des manifestations. S'obstiner contribuera à ce que vous portiez encore la responsabilité de nouvelles grèves, de nouvelles manifestations, y compris de nouvelles violences.

Nos actions sont justifiées 74% des Français sont avec nous - Vous savez... ceux dont le Président de la République dit régulièrement qu'ils veulent des réformes !!!

Dans l'unité du secteur public et du secteur privé avec les salariés et nos organisations nous pouvons gagner.

Fait à Tours le 12 mai 2016